

bulletin européen

MENSUEL

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDÉE PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ROME

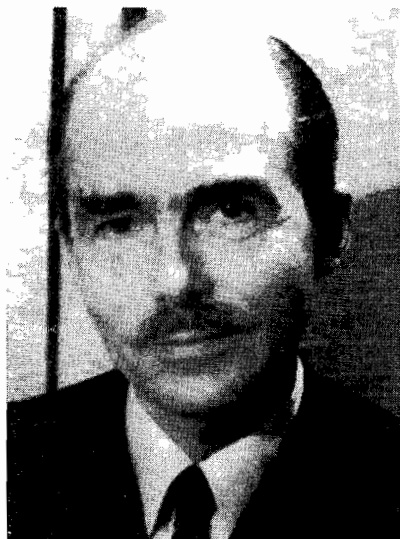
DIRECTEUR: GIORGIO DEL VECCHIO

PERSPECTIVES EUROPEENNES DANS LA POLITIQUE MONDIALE

par OTTO DE HABSBURG

A la XIXe réunion internationale du CEDI qui a eu lieu à Madrid du 27 au 29 juin dernier, Otto de Habsbourg a prononcé un discours qu'il a bien voulu nous autoriser à reproduire dans notre revue, et dont nos lecteurs trouveront ci-dessous la première partie. La fin paraîtra dans le prochain numéro.

Parmi les interventions de ces dernières journées que nous venons de passer ensemble, je me permettrai en ces derniers mots de clôture de retenir ce que M. von Gaupp a dit au début du premier jour. Il nous rappelait que depuis deux ans le CEDI était surtout tourné vers des problèmes de philosophie politique. Or, ajoutait-il, notre organisation avait été créée avant tout pour agir en faveur d'une union européenne effective. N'y aurait-il donc pas obligation pour nous de revenir au but originare et de nous attacher dans les prochaines réu-



nions aux questions pratiques de l'unification européenne?

Je voudrais abonder en bon sens. En effet, quiconque suit avec attention l'évolu-

tion politique mondiale arrivera quant à notre continent, à des conclusions qui paraissent presque contradictoires. L'Europe se trouve à l'heure présente dans une situation exceptionnellement favorable où tout peut être réalisé. Mais dès maintenant nous savons que celle-ci ne durera pas. Si nous n'en profitons pas, il est fort douteux que nous ayons encore une deuxième chance.

Prenons d'abord les *facteurs favorables*.

Au cours des dernières décades l'ennemi le plus actif de l'unité européenne était incontestablement l'Union Soviétique. Cela d'ailleurs se plaçait dans la droite ligne de sa politique permanente. Le rêve d'une révolution mondiale, ou tout simplement d'une domination jusqu'aux côtes atlantiques, devenait, en effet, illusoire dès le moment où l'Europe était unie. Dans ce cas, les Européens tant en potentiel humain que comme puissance technologique et industrielle, dépasseraient l'URSS. Celle-ci devrait entermer l'espoir d'étendre son domaine. Pire encore, une Europe unie exercerait un attrait irrésistible sur les cents dix millions d'Européens soumis, depuis les accords de Yalta, voici un quart de siècle, à la domination étrangère.

Cela explique pourquoi Moscou s'est toujours trouvé dans le rang des adversaires de tout progrès européen, qu'il s'agisse du Marché Commun, du Conseil de l'Europe, ou de la AELE. D'ailleurs, au cours de ses campagnes, la Russie parvint à plus d'une reprise à ralentir l'essor. Mais elle ne réussit pas dans l'essentiel. Chaque fois que des peuples s'insurgeaient contre sa domination c'était au nom de la solidarité européenne. Quand en 1968, il y eut ce qu'on appela le Printemps de Prague, une des premières actions du nouveau régime libéral fut la décision de rétablir les organisations travaillant pour l'unification du continent.

Cette résistance russe s'est affaiblie considérablement au cours des dernières années. Quand on parle aujourd'hui de détente on essaie d'expliquer le phénomène par une multiplicité de causes. On parle d'impératifs économiques, de conséquences de la révolution technique, de la volonté des générations montantes, voir même d'un succès de la politique occidentale. En réa-

lité si chacune de ces raisons peut avoir eu un effet complémentaire aucune d'elles n'est la cause principale. Vu de façon réaliste, il faudra reconnaître que nous ne devons la détente actuelle qu'au fait chinois. C'est Mao-Tse-Toung et personne d'autre qui mit fin à ce qu'on appela la Guerre froide.

Sans la Chine nous ne serions jamais parvenus à ce sentiment de sécurité dont nous jouissons à l'heure actuelle en Europe occidentale.

L'affaiblissement de l'emprise russe est avant tout un fait géographique. La Russie est un immense empire avec une population nettement insuffisante. Ce soir, ici, à Madrid nous sommes aussi loin de la frontière soviétique que nous le serions si notre réunion était tenue à Tokio. Et avec cela l'URSS à une population qui n'est pas supérieure à celle de la petite Europe Occidentale. Ces distances immenses font que l'URSS est incapable de faire à la fois une politique d'Est et d'Ouest. Cela signifie que toute pression asiatique aura nécessairement pour corollaire un affaiblissement en Europe. Militairement aujourd'hui la Russie ne représente qu'une force relativement réduite du côté de l'Atlantique. Nous en voyons une preuve concluante dans ce qui c'est passé au cours de l'été tragique de 1968. A cette époque deux états créaient des problèmes sérieux pour le Kremlin: la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie. Le problème se posait sur des plans différents: de politique intérieure et idéologique à Prague, de politique extérieure à Bucarest. J'oserais hasarder la thèse que dans les conditions qui existaient alors, c'était la Roumanie qui était plus dangereuse pour les maîtres du Kremlin. En plus de ces différences il y avait un autre fait capital. Une analyse parallèle des discours prononcés par M. Alexandre Dubcek et le Président Ceausescu dans la période entre le 6 juin et le 21 août l'a montré. Dubcek ne manquait pas une occasion pour souligner que son pays ne résisterait pas par la force militaire au cas d'une attaque de la part d'un état socialiste; il ne ferait qu'appeler à la conscience universelle et à l'opinion mondiale. M. Ceausescu par contre, plus réaliste, souligna dans chacun de ses discours que l'armée roumaine, quel que soit le rapport des

forces, n'hésiterait pas un instant à se défendre avec tous les moyens à sa disposition quiconque soit l'agresseur. Nous savons ce qui est arrivé. Une fois la Russie convaincue que l'opération contre la Tchéco-Slovaquie n'impliquerait aucun risque militaire, elle n'hésita pas à frapper. La Roumanie, par contre, a aujourd'hui encore réussi à maintenir son indépendance. Quand nous réalisons l'incroyable disparité des forces entre la Roumanie et l'URSS, nous avons la mesure exacte de la faiblesse russe. Il suffisait de la détermination d'une petite nation mal armée pour arrêter l'élan soviétique. Nous avons là aussi la mesure de la menace réelle que la Chine fait peser sur les frontières sibériennes.

Cet épisode nous montre clairement combien faible serait aujourd'hui une réaction soviétique contre une unification européenne. Cela ne dépasserait guère le niveau des éditoriaux de la « Pravda » qui sans doute font du bruit, mais pas trop de mal. La soi-disante force de Moscou n'est en réalité que notre lâcheté et veulerie.

A cet affaiblissement potentiel de l'influence russe sur les affaires européennes s'ajoute une évolution marquée de l'attitude américaine.

Du temps du Président Johnson, Washington faisait souvent des déclarations en faveur de la Communauté Européenne. Néanmoins, si on analyse objectivement sa politique, on découvrira qu'il n'avait manifestement aucun désir véritable de voir se réaliser une unification dont lui et ses collaborateurs craignaient que surgisse un rival dangereux sur le plan politique et économique.

Cet état d'esprit, néanmoins, a changé complètement avec l'avènement du Président Nixon et de son conseiller de politique étrangère, le professeur Henry Kissinger. L'Amérique parle moins d'unité européenne, mais la favorise plus. C'est là non seulement le résultat de la réalité économique qui veut que les échanges se multiplient plus rapidement entre deux zones de prospérité qu'entre des régions de développement différent, mais aussi d'une vue plus réaliste du potentiel politique. L'Amérique

de Nixon réalise qu'elle ne peut pas jouer le rôle de policier mondial. Maintenir la paix sur le globe ne pourra être que le résultat d'un effort coopératif. Sur ce plan, l'Europe est un partenaire logique de toutes les forces d'ordre. Cela est notamment le cas vis-à-vis d'une Afrique balkanisée, qui aujourd'hui ne présente pas de problème majeur, mais qui pourrait devenir un danger pour les années à venir — ne pensons qu'au Kenya ou à la Tanzanie.

De tout cela nous pourrions conclure que dans la conjoncture mondiale actuelle, notre liberté politique est à peu près illimitée. D'un côté on ne peut, de l'autre on ne veut nous empêcher de faire notre unité, si seulement nous y sommes décidés. En d'autres termes, la responsabilité pour notre avenir est entièrement entre nos mains, ce qui d'ailleurs nous prive des prétextes qui jadis servaient d'excuses faciles et hypocrites à notre inaction.

Cette situation mondiale favorable ne durera pas. Il faut que nous réalisons que le temps de grâce est limité. Il y a en effet des signes de danger clairement perceptibles qui montrent un changement radical et fort possible.

Il y a d'abord la crise d'Extrême Orient, qui depuis le lancement d'un satellite chinois, est l'entrée dans une phase aiguë. En effet, il est dès maintenant prévisible que probablement avant le fin de 1971, Mao-Tse-Toung possèdera des engins ballistiques intercontinentaux. Une telle évolution changera en peu de temps la balance des forces. Comme la Russie avec ses importantes minorités asiatiques en Sibérie sera alors directement menacée, il n'est que logique qu'elle fasse ce qui est en son pouvoir pour amener les peuples européens à se déclarer solidaires avec elle. Cela s'appliquera du moins aux pays soumis à la doctrine Brejnev. Dès maintenant, la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie ont été forcées à signer avec Moscou un soi-disant pacte d'amitié qui, dépassant les stipulations du Pacte de Varsovie, les oblige à voler au secours de l'URSS si celle-ci était engagée en une guerre n'importe où sur le globe.

L'implication d'un tel état de fait pour l'Europe est manifeste. Dans une guerre

qu'on n'a plus le droit d'exclure et qui pourrait même aller jusqu'à l'utilisation des engins de destruction massive, des pays du coeur de l'Europe, seraient directement impliqués. Le conflit sino-soviétique s'étendrait jusqu'à nos confins. Si en un tel moment notre unité n'était pas encore réalisée, au moins dans les limites étroites de l'Europe occidentale, il serait parfaitement concevable que les États nationaux européens, individuellement faibles, fussent entraînés dans la tourmente.

A cette perspective nullement rassurante, il faudra ajouter que Pékin — et ce sera de bonne guerre — fera tout ce qui est en son pouvoir pour créer un deuxième front en Europe. Nous aurons donc à compter non seulement avec une recrudescence de l'activité maoïste chez nous, mais aussi avec des efforts de ces groupes d'augmenter la tension par des provocations délibérées. Cela d'ailleurs ne serait pas seulement le cas si un conflit militaire dans le sens classique éclatait, mais également si nous devons voir se développer en Sibérie une situation similaire à celle qui existe aujourd'hui au Vietnam.

Le danger de l'activité maoïste pour l'Europe est d'autant plus grand que les mêmes éléments ont réussi à se créer une position de force sur la rive Sud de la Méditerranée. Ne sous-estimons pas l'influence de la Chine communiste sur les organisations palestiniennes. Là aussi, il y a un puissant potentiel de deuxième front qui nous toucherait du moins indirectement.

Dans ce contexte permettez-moi la remarque, que nous sommes trop enclins à oublier les impératifs politiques qui obligent les super-puissances à une action qui souvent ne correspond pas à leurs intentions. On sait l'influence que le vote juif a dans les grandes villes d'Amérique sur les décisions du State Department. Mais on ne considère pas assez que l'URSS à son tour est aussi soumise à une intense pression intérieure. En effet, chaque septième citoyen soviétique est Musulman, sympathise donc avec les Arabes. Et si les Russes n'ont pas d'élections libres, ils ont le fait encore plus grave que les Musulmans vivent en majorité dans la région la plus névralgique du conflit sino-soviétique. N'oublions pas

non plus que deux provinces chinoises frontalières — le Ningshia et le Tshai — ont des majorités islamiques. Tout cela restreint singulièrement la liberté de choix des deux principaux protagonistes du conflit méditerranéen et, pour nous, augmente de façon non négligeable les risques que celui-ci contient pour notre sécurité future — surtout si nous ne sommes ni forts, ni unis.

Devant ces dangers, il est clair que seule l'unité européenne pourrait nous donner un minimum de sécurité. En effet, comme l'ont démontrés les drames de la Tchéco-Slovaquie et du Cambodge, le danger croît à la mesure de la faiblesse d'un État. Une Europe qui ne formerait pas un bloc compact serait la victime toute désignée de tout conflit global.

A côté de ces prolongements possibles du conflit sino-soviétique, il faut aussi ne pas oublier un autre facteur: l'Amérique. En effet, depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale, nous avons vécu en Europe Occidentale plus ou moins continuellement sous la protection du bouclier américain. C'est aussi aux USA que nous devons en bonne partie notre prospérité.

Il faut aussi que nous reconnaissons que nous n'avons pas su profiter de cette période de répit. Ceux parmi nous qui avaient une vision lointaine nous avaient cependant bien avertis. Franz Josef Strauss avait souligné tout l'illogisme d'une situation où deux cent millions d'Européens de l'Ouest se faisaient protéger par deux cent millions d'Américains afin de ne pas devoir trembler devant deux cent millions de Soviétiques épris de paix. Quant au Général de Gaulle, non seulement il n'avait pas manqué une seule occasion pour nous avertir des dangers. Il avait agi. Mais comme l'Europe ne voulut pas l'écouter et que les idéologues de l'Atlantisme dénigraient ses intentions, il fut obligé d'y aller seul en dotant la France d'une force de frappe nationale et en se retirant de l'organisation militaire de l'OTAN, qui manifestement ne correspondait plus ni aux données du jour ni à nos intérêts véritables. Mais cela bien entendu, ne pouvait pas remplacer ce que seule l'Europe unie aurait pu faire effectivement.

(la suite dans notre prochain numéro)

ALLEMAGNE ET RUSSIE

par PIETRO GERBORE



MM. Brejnev, Willy Brandt et Kossyghine

La politique extérieure de chaque puissance est soumise à un impératif géographique. Dépourvue de frontières naturelles, exposée à la double pression de l'Occident et de l'Orient, l'Allemagne suit, depuis deux siècles, un mouvement ondulatoire et, lorsqu'il semble que les buts d'une politique nationale ne peuvent être atteints avec l'appui de l'Occident, elle recherche l'entente avec l'Orient. Dans ce processus historique il y a cinq moments décisifs.

La Russie entra dans le destin allemand en 1756 par la guerre de Sept ans, dite aussi des Trois Dames: Elisabeth de Russie, Marie-Thérèse d'Autriche et Jeanne-Antoinette de Pompadour, conjurées contre le médisant Frédéric II de Prusse. Ce fut là un encerclement qui soffoqua presque le royaume nouveau-né, et dont Frédéric se sauva grâce à la Russie où, à Elisabeth,

avait succédé son neveu Pierre III. A partir de ce jour le maintien d'une cordiale entente avec la Cour du Tsar devint l'axiome basilaire de la politique étrangère prussienne.

Le second moment décisif fut la convention de Tauroggen (30 décembre 1812). Sans consulter le gouvernement de Berlin, le général York, commandant le corps d'armée prussien que Napoléon avait entraîné avec lui dans la campagne de Russie, stipula avec les généraux russes un accord qui quelque mois plus tard devint l'alliance de Kalisch (28 février 1813) et ouvrit les guerres de libération. L'alliance politico-militaire fut complétée par une alliance dynastique le 1 juillet 1817 lorsque la Princesse Charlotte de Prusse épousa le Grand-Duc Nicolas, futur Tsar Nicolas I. Dans l'espace de quelques dizaines d'années on vit pour la première fois que l'alliance russe

était une arme à double tranchant. Elle avait libéré l'Allemagne, mais elle mettait le Tsar dans la position (convoitée plus tard par tous les autocrates communistes) d'arbitre entre l'Allemagne du Nord protestante et celle du Sud catholique. Jusqu'à sa mort Nicolas I fut le fléau de la balance allemande. Lorsque, après la faillite de la révolution bourgeoise et de l'assemblée des philosophes à Francfort, la Prusse, en 1849, fit un gauche et timide essai pour réunir autour d'elle les princes du nord, le Tsar lui imposa l'humiliante capitulation de Olmuetz (29 novembre 1850). A ce moment là la première partie du testament politique de Cathérine II parut accomplie: sûr de sa prééminence en Europe Centrale, le Tsar procéda à la conquête du Bosphore.

Mais voici que l'Autriche dans la guerre de Crimée refusa le rôle de garde du corps du Tsar. Le protectorat russe, qui avait permis à l'Autriche de réprimer la révolution hongroise, devenait menaçant. La nouvelle guerre contre les Turcs avait commencé avec une prise de possession des Bouches du Danube, et l'Autriche se voyait menacée de suffocation. La diplomatie de la cour de Vienne travailla donc (avec une incompétence et une maladresse incontestables) à conjurer le péril. Le Tsar Nicolas cependant mourut en faisant jurer éternelle vengeance à son fils Alexandre II.

Bismarck fut le bénéficiaire de cette rancoeur. Le troisième moment dans les relations germano-russes fut marqué par son arrivée à Petersbourg comme ministre de Prusse (1859). Dans cette mission il déploya toutes les ressources de son génie diplomatique et jeta les bases de l'entente qui permit à l'armée prussienne de vaincre les batailles de Sadowa et de Sedan. Bien qu'affaibli par sa défaite en Crimée, le gouvernement du Tsar était encore l'arbitre entre les deux Allemagnes. Mais cette fois la sentence lui fut dic-

tée par son ressentiment et fut favorable à la Prusse. Toutefois Bismarck s'aperçut bientôt que l'alliance russe était une arme à double tranchant. Assaillie par l'agitation révolutionnaire et par un malaise intérieur que les réformes ne pouvaient guérir, la société russe cherchait une diversion, une soupape d'échappement, et crut encore une fois l'avoir trouvée dans une guerre contre les Turcs (1877-78). Elle misa encore une fois sur la gratitude de quelqu'un en Allemagne, et comme pour la Crimée fut déçue. Cette guerre-là avait elle aussi menacé les Bouches du Danube et la liberté de navigation sur ce fleuve, agité les populations slaves des Balkans. L'Autriche devait donc résister et l'Allemagne ne pouvait pas l'abandonner car dans la vallée du Danube vivaient quinze million d'Allemands, qui ne devaient pas être sacrifiés aux Slaves.

Au Congrès de Berlin se produisit un renversement des rôles et la part de l'arbitre revint à Bismarck, qui voulut être un « honnête courtier » sans réussir pourtant à déjouer l'animosité et le ressentiment des Russes. Dans les actes diplomatiques allemands il y a une lettre adressée à l'époque par le Tsar Alexandre II à l'Empereur Guillaume et qui reflète ce singulier mélange de fourberie, avidité et hystérie qui caractérisa depuis toujours la diplomatie russe. A Petersbourg on répéta: le chemin de Constantinople passe par Berlin. Si la France n'avait pas abandonné les institutions monarchiques et officiellement adopté une idéologie révolutionnaire, l'alliance franco-russe se serait faite en l'année 1880. Bismarck réussit à la conjurer pendant douze ans par une prodigieuse diplomatie qui était un jeu à quatre billes et demandait un jongleur d'une exceptionnelle adresse. Ses successeurs, plus scrupuleux et moins habiles, la laissèrent tomber. Berlin était appelé à choisir. Le prix de l'al-

liance russe était le sacrifice de la Monarchie des Habsbourg, donc d'une dynastie allemande et des Allemands du Danube. De ce sacrifice serait sortie une position de vassalité vis-à-vis du gouvernement de Pétersbourg, qui aurait pris Paris comme levier pour pression sur Berlin. De 1890 à 1914, l'amitié traditionnelle avec la Russie, la parenté des Hohenzollern avec les Romanof montrèrent toujours plus clairement leur caractère illusoire. La Russie obéissait elle aussi à un impératif géographique: elle ne pouvait pas se démocratiser, car son histoire était hostile à la formation d'une classe moyenne; de ses difficultés internes sortait le panslavisme qui fatalement poussait les armées russes vers les Bouches du Danube et les Balkans. Le conflit avec la Monarchie des Habsbourg était inévitable, et l'Allemagne ne pouvait pas rester neutre.

Ce fut le traité de Versailles qui créa le quatrième moment, décisif dans les relations germano-russes. Le traité de Rapallo (1922) fut un corollaire de la démagogie, de la myopie, de l'ignorance des hommes d'Etat en France comme en Angleterre. Nous savons combien Rathenau hésita à le signer, et l'on a beaucoup discuté sur les causes et les buts de cette action diplomatique. Il est certain que ce traité offrit à l'Allemagne le seul avantage de la libérer d'éventuelles réparations à la Russie, mais ne lui fut d'aucune aide à l'intérieur ou à l'extérieur, n'atténua guère la pression du parti communiste et n'offrit aucune défense contre les exactions des alliés vainqueurs.

Le quatrième moment fut lui aussi déterminé par les colossales erreurs de la diplomatie française et anglaise. A la France Hitler donna une catégorique renonciation à l'Alsace-Lorraine par la Déclaration de Paris du 6 décembre 1938. A l'Angleterre Ribbentrop offrit à maintes reprises une garantie de l'Empire Britannique à condition que l'Allemagne eût le champ libre dans l'est

européen. Le gouvernement de Londres entraîna celui de Paris dans une politique qui fatalement devait aboutir à un quatrième partage de la Pologne, parce qu'il était dans la logique des choses que l'Allemagne, menacée à l'arrière, et la Russie, déçue des offres insuffisantes anglo-françaises, se mettent d'accord. Le traité signé le 23 août 1939 à Moscou par Ribbentrop et Molotof n'était pas moins risqué que les précédents. Staline était sincère, parce que, dépositaire de la tradition tsariste, il voulait récupérer l'influence perdue en Europe Centrale et espérait en outre prendre pied dans les Balkans avec l'aide de l'Allemagne. Mais pour Hitler ceci n'était qu'un pis aller rendu nécessaire par l'intransigeance anglo-française.

Bismark aussi vers 1860 aurait préféré unifier l'Allemagne avec l'appui de la France; mais puisque Napoléon III demandait un pourboire impossible, le Chancelier avait dû se tourner vers la Russie. Hitler demandait *Lebensraum* en Europe Orientale prêt à payer n'importe quel prix. L'Angleterre et la France le lui refusaient et prétendaient lui barrer la route. Hitler se mit provisoirement d'accord avec Staline en se réservant de rouvrir le jeu, ce qui advint en 1941. L'Angleterre, la France et les Etats-Unis sauvèrent l'autocrate soviétique et ouvrirent à ses armées la voie vers l'Elbe et le Danube. En 1945 le programme de Catherine II, que Nicolas n'avait pu compléter, pouvait se dire accompli. L'accord de Potsdam sanctionna l'état de fait, mais pendant vingt ans manqua la sanction juridique.

Quelle a été la genèse du cinquième moment, nous le savons désormais. La construction du mur de Berlin et surtout la passivité des alliés occidentaux frappèrent douloureusement Brandt, maire de l'ex capitale. C'était la faillite définitive de la politique d'Adenauer, lequel avait espéré arriver à un accord avec la Russie sur l'unification,

en partant d'une « position de force ».

La « position de force » rapidement créée n'empêchait pas à présent la construction du mur. Il fallait discuter avec le Kremlin. L'idée était depuis longtemps dans l'air: déjà l'honnête et faible Erhard avait pensé à un pacte de renoncement à la violence; les chancelleries avaient échangé des notes. Le nouveau gouvernement de coalition crut imiter Jehovah dans la création de l'homme et insuffler un nouvel essor aux négociations languissantes. Ce fut une première erreur capitale.

Les conversations auraient dû être conduites par un gouvernement plus fort et sûr de lui-même, à la façon soviétique, c'est-à-dire sans jamais regarder l'horloge et surtout par la voie diplomatique normale. De placides conversations, parallèles aux colloques pour le statut de Berlin, maintenues sur le même rythme, opportunément interrompues par des congés et des maladies, auraient peut-être donné quelques résultats positifs, parce que le Kremlin ne dort pas sur un lit de roses et a un urgent besoin d'aide économique. Mais le gouvernement de Bonn est formé par des partis minoritaires, dont la somme produit des majorités exigeuses et pressées par les échéances électorales. Bonn se montra pressé et ceci avec les Russes est toujours une erreur capitale. Mais la troisième et la plus grave erreur fut d'insérer dans les négociations un dilettante dynamique, le secrétaire d'Etat Bahr. Celui-ci devint la proie facile de Gromyko.

Gromyko est aujourd'hui le doyen des ministres des affaires étrangères. Qui négocie avec lui note tout de suite la présence d'un maître du nouvel art diplomatique: sa mémoire est aussi prodigieuse que sa présence d'esprit; dur et élastique comme une vieille lame de Tolède, il déconcerte l'interlocuteur par un humorisme âpre et coupant. Le novice Bahr a été pris dans les filets d'une affectueuse intimité, qui a stupéfait le monde. Dans

l'atmosphère ainsi créée le négociateur germanique s'est laissé entraîner dans une quatrième et irréparable erreur: mettre par écrit les conclusions des conversations préliminaires. Le Kremlin se moque de la Bible; mais ce qui a été mis par écrit devient pour ses hommes Ecriture Sainte. Comme si cela ne suffisait pas Bonn a tiré cinquante copies de ce malheureux document dont une est arrivée jusqu'aux mains de l'opposition qui l'a publié. A Brandt et Scheel il ne restait que la rupture des négociations ou la signature d'un traité modelé sur le texte Bahr. Puisque le premier choix impliquait un suicide, les deux ministres adoptèrent le second qui avait au moins le mérite de retarder leur mort.

Au moment où nous écrivons cette note nous ne connaissons pas encore le texte du traité signé, mais déjà d'après les on-dit on en peut déduire que:

— à la République Fédérale Allemande l'Union Soviétique concède a) le droit de pleurer (sans trop de bruit) sur la division de l'Allemagne et de prier pour sa réunification, b) le privilège de consolider la branlante économie soviétique avec ses techniciens et les produits de son industrie;

— à l'Union Soviétique la République Allemande donne une sanction légale pour l'empire constitué par la violence et la fraude.

De cette façon, suivant les premiers commentaires venus de Bonn, le gouvernement a voulu donner aux Russes une preuve irréfutable de son pacifisme, de son honnêteté et de sa bonne volonté. «La parole à présent est à la Russie (dit-on à Bonn) et plus précisément dans les conversations en cours pour le statut de Berlin». La ratification du traité germano-russe sera déposée seulement après que l'accord sur Berlin sera atteint.

Nous serons francs: nous avons la plus grande estime pour l'habileté diplomatique de Gromyko et ne nourris-

sons pas la moindre illusion sur les intentions des Occidentaux. L'Amérique veut retirer des troupes de l'Europe; l'Angleterre a trop de tracas à l'intérieur; la France a depuis longtemps garanti les actuelles frontières polonaises. La division de l'Allemagne est un fait aussi agréable aux Français qu'aux Anglais. Par l'actuel traité Brandt et Scheel ont offert un alibi aux consciences inquiètes de ces pays. L'accord pour Berlin sera favorable aux communistes: le mur y restera de toute manière et probablement au Bundestag il sera interdit de siéger à Berlin Ouest.

Gromyko est le dépositaire d'une tra-

dition diplomatique qui remonte à Catherine II. Son but est de donner à la Russie le rôle d'arbitre entre l'Allemagne athée et marxiste du nord-est et l'Allemagne chrétienne et libérale du sud-ouest. Pour atteindre ce but Gromyko a désormais les instruments nécessaires entre ses mains. La réunification des deux Allemagnes ne pourra être discutée qu'entre les murs du Kremlin. Condition *sine qua non* en seront un Bundestag formé par un parti majoritaire communiste et des partis satellites quasi-marxistes, ainsi qu'un gouvernement fédéral dans lesquels les communistes auront les portefeuilles de l'Intérieur, des Affaires Etrangères et de la Défense.

Second anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie

A l'occasion du second anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie, Harm G. Buitter, Secrétaire général de la Confédération internationale des Syndicats libres, a déclaré: « L'occupation de la Tchécoslovaquie qui dure depuis deux ans confirme les pires craintes exprimées le 21 août 1968 par un monde bouleversé. La Confédération internationale des Syndicats libres a des raisons spéciales pour déplorer la tournure qu'ont pris les événements en Tchécoslovaquie: en effet, les syndicats de ce pays ont une tradition qui remonte à 100 ans, d'internationalisme et d'adhésion aux idéaux du syndicalisme authentique et la réforme syndicale, encouragée par des millions de travailleurs de toute la nation, était un élément vital de la grande vague spontanée de nettoyage politique du printemps de 1968.

Ceux qui, il y a un an, espéraient encore que quelques unes de leurs réalisations pourraient au moins être préservées, les ont vues être systématiquement détruites, l'une après l'autre: tous les progrès significatifs en faveur des travailleurs — plus récemment la création de conseils ouvriers et la reconnaissance du droit de grève véritable (qui, ironie du sort, avait pour la première fois été réclamée il y a exacte-



ment un siècle) ont finalement été annulés, l'histoire ayant été réécrite pour cacher jusqu'à leur existence. Entre-temps, plus de 60.000 syndicalistes qui avaient participé aux réformes ont été licenciés selon les nouvelles normes et seront certainement suivis par un grand nombre d'autres.

C'est pour rendre hommage à ces hommes, et en fait à tous les travailleurs tchécoslovaques que, pour marquer le second anniversaire de l'occupation, la C.I.S.L. publie cette année une brochure qui fait l'histoire des syndicats tchécoslovaques et étudie, en s'en tenant aux faits et avec sobriété, le rôle qu'ils ont joué dans l'occupation et

Le droit de grève

Une décision du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, adoptée à l'unanimité déclare nulle et non avenue la résolution de 1968 selon laquelle les travailleurs syndiqués seraient soutenus en cas de grève. De plus, le Conseil tchèque et le Conseil slovaque des syndicats n'auront plus à l'avenir le droit d'appeler à la grève générale. La résolution précise que « le droit de mener une grève ne peut se concilier avec le rôle des syndicats dans une société socialiste ». A propos de l'élimination de responsables syndicaux qui ne s'étaient pas conformés à la ligne ultra-conservatrice en 1968, la résolution annonce que la purge dans les organes centraux serait terminée pour la fin juin et dans les organes syndicaux locaux pour le 30 septembre 1970.

Selon des informations en provenance de Prague, on s'attend à ce que des accusations soient bientôt portées contre plusieurs responsables de la Fédération des chauffeurs de locomotive pour « activités menaçant l'Etat ». En 1968, des dirigeants syndicaux essayèrent de former leur propre syndicat de chauffeurs de locomotive du fait que le syndicat compétent des travailleurs des chemins de fer avait durant des années négligé leurs justes revendications. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, le ministre de l'Intérieur refusa de reconnaître officiellement ce syndicat, prétendant qu'il menacerait l'unité syndicale. Les organisateurs furent avertis de ce qu'ils devaient cesser toutes activités à la suite de cette décision. On les accuse à présent

d'avoir poursuivi leur action en dépit de l'interdiction officielle.

* * *

Grève des mineurs en Yougoslavie: Plusieurs groupes de mineurs qui se sont mis spontanément en grève au mois de juin dans divers puits de Yougoslavie demandaient des augmentations salariales allant jusqu'à 50%, la réduction de la semaine de travail à 42 heures ainsi que de meilleures conditions de travail et de sécurité. Selon des informations fragmentaires, les mouvements de grève se sont déroulés dans cinq mines au moins de Bosnie, de Croatie et du Monténégro. Il semble que la grève la plus longue ait eu lieu à Kakanj, en Bosnie, où les mineurs ont cessé le travail durant trois jours à la mi-juin. Les travailleurs se plaignaient de ce qu'en raison d'une baisse de la production les salaires avaient été réduits de 20%. Une délégation de mineurs voulant se rendre à Sarajevo, capitale de la Bosnie et Herzégovine, a été refoulée par la police. Le 11 juin, quelque 600 mineurs de la mine de Bijeljina se sont mis en grève, revendiquant de substantielles augmentations de salaire, tandis que, également dans la première moitié de juin, des mineurs des environs de Ugljenik ont manifesté contre le retard dans le paiement des salaires et des primes à la production. Le 5 juin, une grève a éclaté au puits Ivanec, en Croatie, tandis que les travailleurs de la mine Ivangrad, dans le Monténégro, ont cessé le travail les 26 et 27 mars. Dans tous les cas, les directions des charbonnages et les syndicats locaux ont essayé de convaincre les travailleurs de reprendre le travail et ont promis d'examiner leurs revendications.

La Yougoslavie est le seul pays communiste où la presse admet l'existence de grèves qu'elle appelle « arrêts de travail ». Le problème des grèves a été discuté à diverses reprises lors de réunions publiques et les autorités yougoslaves ont toujours prétendu que les usines sont dirigées collectivement et que, les travailleurs participant à leur gestion, on ne peut officialiser les grèves. Les grèves sont plutôt rares et ne sont bien sûr jamais menées par les syndicats qui font partie de l'appareil du parti au pouvoir.

(suite de la p. 9)

la « normalisation » de leur pays qui a suivi. Des faits, rapports et discours donnés dans ce document jaillit une lueur d'espoir que nous pouvons apercevoir dans un tableau autrement sombre et nous nous efforcerons autant que nous le pourrons de ne pas la laisser s'éteindre: l'esprit de la démocratie et d'adhésion aux idéaux du syndicalisme libre, assez puissant pour survivre à vingt ans de stalinisme et de terreur politique sous le régime de Novotny, résistera certainement aussi au Dr Husak et à la bureaucratie syndicale anonyme à présent aux ordres du parti communiste ».

number 9

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BULLETIN EUROPÉEN »

ROME

September 1970



CZECHOSLOVAKIA

Two years since the "Liberation"...



Cartoon by TIM, from the volume «Une certaine idée de la France » (Tchou - Paris)

European Community

THE NEW COMMISSION

The new nine-man European Commission took office on July 2. Franco Maria Malfatti, of Italy, became President in place of Jean Rey, of Belgium, who left the Commission. Other new Commission members are Ralf Dahrendorf, of Germany, Albert Borschette, of Luxembourg, and Altiero Spinelli, of Italy. Commission members are appointed for four-year terms, with the President and Vice-Presidents holding their offices for two years.

THE NEW PRESIDENT



Franco Maria Malfatti (Italian)

Born at Rome in 1927, Sig. Malfatti was elected as a Christian-Democrat to the Chamber of Deputies in 1958, 1963 and 1968 for the constituency of Perugia. He was appointed Under-Secretary for Foreign Affairs in 1968, in August 1969 Minister for State Industries, and in March 1970 he became Minister for

Posts and Telegraphs. Sig. Malfatti was a member of the executive of the Christian-Democrat Party 1952-64.

VICE-PRESIDENTS

Sicco Mansholt (Dutch)

Born at Ulrum, in Groningen Province, in September 1908, Dr Mansholt attended the School of Tropical Agriculture in Deventer, graduating in 1931. He subsequently spent two years tea-planting in Indonesia, returning to the Netherlands in 1937 to take up farming in the Weiringermeet Polder. In the same year he entered politics as a member of the Dutch Labour Party. After spending the war in the resistance movement, he was Minister of Agriculture, Fisheries and Food from June 1945 to August 1948 and again from 1951 to 1956. On the formation of the EEC Commission in 1958 he was appointed Vice-President with special responsibility for agriculture, and as such he originated the Community's common agricultural policy.

(Special responsibility in 1967-70: agriculture).

Raymond Barre (French)

M. Barre, born in Réunion in April 1924, studied at the Faculty of Law at the Institut d'Etudes Politiques in Paris. Taking up an academic career, he taught at the Institut des Hautes Etudes in Tunis in 1951-54 and subsequently at the University of Caen. From January 1959 until April 1962 he was chief personal assistant to the Minister for Industry. Since that time he has combined academic posts in Paris with membership of various government bodies. (Special

responsibility in the Commission in 1967-70: economic and financial affairs and the Statistical Office).

Wilhelm Haferkamp (German)

Herr Haferkamp, who was born in Duisburg in 1923, graduated in economics and sociology from Cologne University. He was in 1950 appointed head of the Social Policy Department in the Gewerkschaftsbund (DGB) - the German Trade Union Federation. From 1962 until

June 1967 he was a member of the Executive Committee of the DGB and head of its Economic Policy Department. Herr Haferkamp was also a member of the ECSC Consultative Committee and of the EEC Economic and Social Committee. He sat as a Socialist member of the North Rhine-Westphalia Landtag in 1958-66, and in 1967.

(Special responsibility in 1967-70: Energy, supply agency, security).

Jane's urges naval race against Soviets

LONDON — Jane's Fighting Ships has said Russia has begun a « drive to attain supreme seapower » and has called on the United States and Britain to build navies to keep pace.

Editor Raymond Blackburn said in the foreword of the 73rd edition of the authoritative world naval reference book that the current Soviet section of the journal was 70 per cent larger than the section last year.

« The expansion of Soviet maritime power looks like rising to a flood tide in the 1970s, » Blackburn said. He said the addition of more warships to the Soviet fleet and two million tons of new merchant ships « all adds up to a Soviet drive to attain supreme seapower. »

At present, the Soviet fleet is second only to its U.S. counterpart. The editor said the U.S. Navy was plagued by the growing obsolescence of much of its fleet which dates back to World War II vintage.

Blackburn said it was significant, that after concentrating on nuclear-powered submarines for several years, Russia was going back to building conventional

subs as well. He estimated that the Soviet Navy included 75 nuclear-powered submarines and 320 diesel driven models.

He said Britain should build enough diesel-powered subs for patrol to last until a sufficient number of nuclear vessels can be constructed. He said the Royal Navy now has only eight nuclear and 27 conventional submarines.

Blackburn said the brightest feature of the U.S. fleet's future is that they firmly plan to maintain a permanent force of 15 attack aircraft carriers. But he said the United States had been severely reducing her Navy.

He also called for the formation of a greater Atlantic Treaty Organization fleet to take over warships from countries « suffering from financial stringency or political expediency. »

The London Times commented on the new edition in its editorial column and said « there is clearly a case for halting the reduction of the Navy in all its aspects, including the conventionally powered submarine fleet. »

ANDREI AMALRIK

CAN THE SOVIET UNION SURVIVE THE YEAR 1984? (III)

As I see it, the Chinese revolution is passing through the same stages: the international period has been replaced by the nationalistic and in the logic of events this must be followed by external expansion.

... the relentless logic of revolution will lead China into a war which, as the Chinese leaders hope, will solve the country's difficult economic and social problems and ensure her a leading position in the contemporary world. Finally, too, China will regard such a war as a national revenge for the age-long humiliations and dependence forced on her by foreign powers. The basic hindrance in the way of achieving these world aims is the existence of the two present-day super-powers—the USSR and the USA. However, they are not joined together in opposition to China and are themselves antagonistic to one another. This is, naturally, taken into account by China which launches verbal attacks equally against "American imperialism" and "Soviet revisionism of social-imperialism": the real conflict, however, and the possibilities of an outright clash are much more likely to develop between China and the Soviet Union.

... in contradistinction to the USA, Russia is a much more dangerous rival which, as a totalitarian state with expansionist tendencies, may in one form or another strike the first blow. (China was already able to appreciate the methods adopted by its "ally-enemy" during the so-called period of "eternal friendship", when the USSR, taking advantage of the economic and military dependence of China, did its utmost to subordinate her completely to its influence and, when it failed to do so, completely cut off economic assistance

and then tried to play on the nationalism of the small nations in China.)

To begin with, China wanted to achieve her aim by "peaceful absorption" of the USSR and, after the victory of the revolution in 1949, proposed uniting the two countries in a single communist state. Naturally, the threefold numerical superiority of the Chinese would, if not immediately then gradually, have secured them a commanding position in such a state and, more important, have immediately opened up to them Siberia, the Far East and Central Asia for colonization purposes ...

... Reckoning five years as the minimum and 10 years as the maximum time-limit, we may conclude that war between the USSR and China will start sometime between 1975 and 1980 ... So the Soviet Union will find itself involved in partisan warfare over a vast territory stretching along both sides of a seven-thousand-kilometre frontier ... the Soviet Union will have to cope in this war with difficulties which formerly were usually the very difficulties which its enemies had to tackle.

In the first place, the actual methods of partisan warfare, beginning with the seventeenth century, were always methods adopted by the Russians against compact armies that had invaded their territory and were almost never practised against Russian armies invading cultured Europe. Secondly, from the very outset the Soviet armies will have to cope with enormously extended lines of communication, since the war will be waged on its frontiers, thousands of kilometres away from the main economic and demographic centres. Thirdly, the Russian soldier, while frequently infe-

rior in the cultural sense to his enemies, usually surpassed them as regards undemandingness, sturdiness and endurance, whereas these advantages, which are so important in partisan warfare, will be on the side of the Chinese. Finally, also, since the arena will be the Far East, Siberia, Kazakhstan, or the Chinese regions bordering them, the war will be waged in thinly populated areas or in those inhabited by non-Russians, which offers wide possibilities for partisan penetration and, on the other hand, presents difficulties in supplying large technically equipped armies.

All this, in any case, means that the war will be long-drawn-out and exhausting with no speedy victory for either side... as China intensifies her power and influence, there will also be an increasing inclination in the USA to seek agreement with China, and American liberals will begin to find that the regime of Mao and his successors has just as many attractive features as the regimes of Stalin and Khrushchev... I believe, therefore, that a rapprochement with the USSR will only have any meaning to the USA when serious moves towards democracy occur in the USSR...

Apart from individual benefits, such a "friendship", taken overall, based as it would be on hypocrisy and fear, would bring the USA nothing but fresh difficulties such as resulted from the collaboration of Roosevelt and Stalin. Collaboration takes for granted mutual reliance one on the other, but how can one rely upon a country which over the centuries has been distending and disintegrating like sour dough and discerns no other tasks facing it. Genuine rapprochement can be based on a community of interests, of culture, of tradition and on mutual understanding. No such thing exists. What common link is there between a democratic country with its idealism and pragmatism and a country without beliefs, without traditions, without culture or the skill to do a job? The mass ideology of such

a country has always been the cult of its own strength and immensity, and the basic theme of its cultural minority has been to enumerate its weaknesses and alienation, a vivid example of which is Russian literature. Its Slav state has been created in turn by Scandinavians, Byzantines, Tartars, Germans and Jews—and it has in turn destroyed its creators. It has betrayed all its allies as soon as it found the least advantage in going so; it has never taken seriously any of its agreements and has never had anything in common with anyone.

Nowadays in Russia one can hear such remarks as: the USA will help us because we are white and the Chinese are yellow. It will be most regrettable if the USA too adopts such a racist attitude. The one real hope for a better future for the whole world is not a race war but interracial collaboration, the best example of which could become relations between USA and China. Unquestionably, as time goes on, China will considerably improve the living standard of her people and will move forward into a period of liberalization, which, in conjunction with her traditional belief in spiritual values, will make China a remarkable partner for democratic America...

After the Second World War the USSR was able to set up along its western frontier a network of neutral states, including Germany, and thus ensure its security in Europe... The USSR, however, by pursuing the Stalinist policy of territorial expansion and of increasing tensions, widened its sphere of influence to the utmost and thereby created a potential threat to itself. Since the situation that prevails at the present time in Europe is being maintained only by the constant pressure of the USSR, it can be assumed that, as soon as this pressure weakens or is reduced to naught, considerable changes will occur in Central and Eastern Europe.

Evidently, as soon as it becomes

clear that the military conflict between the USSR and China is assuming a protracted character, that all the Soviet forces are being switched to the east and that the USSR will be unable to defend its interests in Europe, Germany will be reunited... a reunited Germany with a sufficiently strong anti-Soviet orientation will produce a completely new situation in Europe.

Obviously, the reunion of Germany will coincide with a process of "desovietization" in the East European countries and will considerably accelerate that process... Moreover, some countries at any rate, such as Hungary or Rumania, will immediately adopt a clear-cut pro-Ger-

man orientation. Obviously the USSR could prevent this only by a militar occupation of all the East European countries so as to create a kind of "rear" for the Far Eastern front, but in reality such a "rear" would end up as a "second front", i.e. a front with Germany which would be helped by the peoples of the East European countries — something that the USSR could no longer accept... In a word, the USSR will have to pay up in full for the territories grabbed by Stalin and for the isolation it has been plunged into by the neo-Stalinists. The most important events for the future USSR will, however, take place inside the country.

Italy puts up taxes to curb inflation

The Italian government decreed sweeping tax increases in an effort to raise money for reforms and to spur the economy. It also moved to bail out debt-ridden social security agencies and to increase industrial production.

In a six-hour meeting, the Cabinet increased levies on gasoline and a wide range of other items from bananas to liquor to luxury products like furs and jewelry.

The bold package, which will bring in \$108 billion, was the first major action by Premier Emilio Colombo's left government since it took office August 6 amid political and economic confusion.

It was aimed at reversing a downward trend that the once-booming Italian economy has been suffering as a result of an unprecedented period of labor strikes and of political instability.

The central design, a government

statement said, was to draw capital away from private consumption and transfer it to social and industrial investment.

The taxes should stem inflation while providing upwards of 400 billion lire (\$640 million) to meet government spending. This would mean the indebted government could reduce the amount of money it acquires from private sources, which in turn could loosen the current credit squeeze and make more money available for borrowing by industry.

The government announcement said steps were being taken to increase credit for medium and small industries.

It decreed a 10 per cent tax reduction for any company that becomes listed on the stock exchange.

The decree increased social security contributions by employers, earmarking

the rise for deeply indebted agencies that run the country's medical and pension systems. On the other hand, it offered tax breaks for industrial equipment investment.

The Cabinet communique said the government wanted to avoid taxing lower-income citizens, and said it did not seem destined to raise a storm of to result from the tax measures.

Motorists were the hardest hit by decisions. In addition to higher gasoline prices, they were hit with an increase in driving license fees.

Although naturally unpopular, the Colombo government's tax increases did not seem destined to raising a storm of protest.

Italy's three main labor federations, which had led millions of workers in agitation for the past year, issued a complaint.

But they gave no indication of any new offensive by labor. The union leaders said they were waiting to see what reforms the government enacts in the coming months, before deciding whether to launch new strikes.

The Cabinet committed itself to immediate work on a reform of medical assistance, one of the main proposals by the unions.

Other pressing reforms that have



been sought involve housing and transportation.

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with « Europeast Bulletin », should be sent to the following address:

Largo Chigi 19 - ROMA

K A L E I D E S C O P E



Manager to discharged worker: « Cheer up, fellow, we'll give you an excellent letter of recommendation if you'll go to work in a competitor's factory. » (Ludas Matyi-Budapest).

BELGRADE TRIP CHEERS CASAROLI

The Vatican's top negotiator with Communist Eastern Europe, Msgr. Agostino Casaroli, said he found a « cordial appreciation » of the Vatican on his visit to Yugoslavia.

Casaroli met Yugoslav President Tito on the first official high-level Vatican visit to Yugoslavia since that nation broke diplomatic relations in 1952.

Relation at the charge level were resumed in 1966 and were restored to full ambassador level earlier this month.

« Encountered in those government officials. I met... a sincere and cordial appreciation of the Holy Father and the incessant work which the Holy See is undertaking in the cause of peace, friendship among peoples, the solution of wars and international cooperation, »

he said.

He said Tito expressed himself with « singular warmth » on such causes.

CZECHS IN NEW ATTACK ON RCs

The Czechoslovak Communist Party newspaper Rude Pravo accused the country's Roman Catholic hierarchy of taking orders from anti-Communist clergy in exile and demanded an end to it.

« Our authorities should systematically insist that the representative of the Catholic Church in Czechoslovakia unequivocally disassociate themselves from their partners in emigration, » Rude Pravo declared in the regime's harshest attack against the Catholic Church since the 1968 Soviet invasion.

The Communist paper charged that Bishop Frantisek Tomasek, head of the Church in Czechoslovakia, and his ordinary bishops, « have become dependent on emigrants. These emigrants... have become the directing center of the Church in Czechoslovakia... »

« Is it not shameful that our high Church functionaries have permitted themselves literally to be kept by people who parted company with our land... »

MAO ILL SAYS PAPER

A Hungarian newspaper said that Chinese Communist party leader Mao Tse-tung is seriously ill.

The weekly *Magyaország*, said it had received reliable information on Mao's illness. It added that Mao's heir apparent and probable successor Lin Piao also was in poor health.

« China will face serious problems in case of Mao's death. » *Magyarország* said. It did not give any more detailed information.

L'ACCROISSEMENT DE LA PUISSANCE NAVALE SOVIETIQUE

La prédominance croissante des forces maritimes soviétiques sur toutes les mers du monde constitue un défi d'une importance considérable pour les puissances maritimes occidentales et plus particulièrement pour les Etats-Unis.

Il est évident que la volonté soviétique de créer une marine de haute mer entièrement moderne pour renforcer la puissance nationale a rendu l'Ouest de plus en plus conscient de l'importance que représente la puissance maritime dans les événements mondiaux. Toutefois, cette prise de conscience ne semble pas lui avoir fait comprendre réellement qu'il est indispensable de développer et d'utiliser la puissance maritime pour le bien du monde occidental.

Ce problème a été étudié par un groupe polyvalent de 14 spécialistes réunis par le Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales de l'Université de Georgetown à Washington D.C. Les résultats de cette étude ont été publiés dans un rapport du plus haut intérêt, dont les «Nouvelles de l'OTAN», avec l'autorisation du Centre, reproduisent de longs extraits dans plusieurs articles.

La section du rapport exposé ici met spécialement l'accent sur les points qui opposent les Etats-Unis à l'Union Soviétique, l'étude cherchant une réponse à la question suivante: « Quel défi le programme maritime soviétique pose-t-il et posera-t-il aux intérêts nationaux des Etats-Unis, et par ailleurs les moyens dont dispose la marine des Etats-Unis seront-ils suffisants pour répondre à de futures responsabilités militaires? ».

« ...L'Union Soviétique », poursuit le rapport, « à la différence des Etats-Unis, applique un programme maritime bien coordonné capable de répondre à tous les aspects de sa stratégie maritime. Cette coordination exige un développement équilibré et intégré de la marine de guerre, des flottes marchandes et des flottes de pêche, de l'assistance maritime, des bases industrielles maritimes, comprenant notamment les installations de construction navales ainsi que la formation professionnelle et la recherche dans les domaines océaniques. A l'échelon de l'organisation dirigée, les Soviétiques cherchent à

assurer une bonne coordination entre leurs ressources maritimes importantes et leurs objectifs politiques, économiques, idéologiques et militaires. Or ils ont déjà réalisé de sensibles progrès dans l'application de ce programme ».

Forces navales militaires

« Dans d'importants domaines de la puissance maritime », signale le rapport, « l'Union Soviétique dépasse déjà les Etats-Unis. Dans d'autres, elle les rattrape. L'Union Soviétique dispose actuellement d'un plus grand nombre de sous-marins à propulsion classique; ses bâtiments de surface et ses sous-marins sont dotés de systèmes absolument supérieurs de missiles à longue portée, surface-surface, aérodynamiques; en outre la marine soviétique comprend une flotte importante de patrouilleurs équipés de missiles. Elle rattrape son retard en ce qui concerne les sous-marins dotés d'engins balistiques du type Polaris et les porte-hélicoptères ».

« Par rapport à la marine des Etats-Unis, la marine soviétique est en retard en matière de soutien logistique pour des conditions de combat soutenu. Elle lui est inférieure quant aux moyens de guerre anti-sous-marins en haute mer, quant aux capacités en matière d'opérations amphibies à longue distance, et surtout, quant à la puissance aéronavale basée sur porte-avions. De sérieux efforts sont accomplis actuellement en vue d'éliminer ces faiblesses ».

« L'Union Soviétique est maintenant capable de défier les Etats-Unis et leurs alliés en déployant des forces navales modernes en des points où il n'existait antérieurement aucune présence navale soviétique importante. Aujourd'hui, la marine soviétique, en liaison avec des forces aériennes basées à terre, exerce une menace politique sérieuse en Méditerranée et une menace militaire de moindre importance mais croissante sur la Sixième Flotte des Etats-Unis au-dessous naturellement du seuil nucléaire. L'Union Soviétique a les moyens d'envoyer des forces

amphibies de modeste importance dans des eaux éloignées. Elle peut utiliser éventuellement des déploiements de ce genre pour intervenir sur invitation ou prendre une position de force sans y être invitée afin de devancer toute action des Etats-Unis ou d'autres pays occidentaux. La Marine soviétique instaure par exemple une présence dans l'Océan Indien qui n'a aucune contrepartie occidentale, si ce n'est les modestes forces que nous maintenons dans le Golfe Persique. La vaste flotte des sous-marins soviétiques pourrait déjà exercer une très grave menace sur la navigation le long des grandes voies maritimes... ».

« ... Si la tendance actuelle se maintient, dans une dizaine d'années l'Union Soviétique disposera, par rapport aux Etats-Unis, d'un nombre équivalent ou supérieur de sous-marins à propulsion nucléaire, de forces sous-marines dotées d'engins balistiques plus importants, de nouveaux porte-hélicoptères/avions à décollage vertical et de croiseurs, destroyers et frégates plus modernes. Cette situation lui permettra d'envoyer autour du monde des types variés de forces navales. Même cette invulnérabilité de longue date de nos sous-marins POLARIS risque avec le temps de se trouver menacée et les porte-avions américains deviendront sans doute plus vulnérables... ».

Dans l'introduction, M. Robert A. Kilmarx, Directeur du Projet, membre de la direction technique du Centre d'Etudes Stratégiques et Internationales, et auteur d'une « Histoire des Forces Aériennes soviétiques », déclare que les prévisions, quant à l'orientation de l'action soviétique et à ses plans d'avenir dans les domaines politico-militaires, doivent être considérées comme essentiellement théoriques. « La question précise qui se pose ici est la suivante : l'Union Soviétique a-t-elle abandonné sa position navale historique caractérisée par un esprit défensif, une dépendance des forces terrestres et une orientation côtière, pour adopter une politique maritime équilibrée et complète, tendant à la suprématie en tant que puissance navale ? Les recherches visent à déterminer si l'expansion de la flotte marchande soviétique poursuit des objectifs purement économiques, comme le soutien des échanges extérieurs et l'acquisition de devises étrangères, ou des objectifs politico-militaires de vaste envergure. L'étude cherche également à déterminer si l'Union Soviétique s'assure une puissance maritime croissante pour déceler et contrer les efforts déployés par les Etats-Unis pour soutenir leurs

intérêts, et à évaluer en outre la mesure dans laquelle la politique maritime soviétique est conçue pour favoriser l'expansion de l'influence soviétique à travers le monde. On s'efforce par ailleurs d'isoler et d'analyser les rôles et les missions des forces navales soviétiques en cas de guerre froide, de guerre limitée, et de guerre nucléaire générale. Ces problèmes incitent à l'étude, non seulement des programmes maritimes soviétiques et des possibilités qu'ils impliquent, mais aussi des tendances de la construction, de la recherche et du développement, des opérations d'escadre, et des déclarations révélatrices des leaders soviétiques sur leur politique ».

Politique nouvelle

« ... En 1956 le Maréchal Joukov, ministre de la Défense, entreprit la modernisation de la marine de guerre. Bien que la chute de Krouchtchev soit intervenue bien avant que l'Union Soviétique n'ait atteint le niveau d'une puissance militaire réellement complète, ses vastes aspirations devinrent pour le Kremlin l'objectif à atteindre... ».

« Pour les planificateurs soviétiques, la valeur politique, économique et psychologique des forces maritimes concernait non seulement la marine de guerre mais aussi les flottes de commerce, les flottes de pêche, les programmes d'aide militaire, l'océanographie ainsi que les recherches et le développement y afférant. Tous ces éléments font partie de la dynamique nationale des Soviétiques. Dans le cadre actuel de cette concurrence, la flotte de guerre soviétique a des responsabilités dans six domaines principaux : la dissuasion, la politique, l'idéologie, l'économie, la réunion de renseignements, l'acquisition de bases et la défense... ».

Capacités offensives stratégiques

« ... La Marine soviétique dispose actuellement de plus de 100 sous-marins dotés de missiles. Le nombre total de sous-marins se situe entre 350 et 385, soit plus du double des sous-marins américains en service. Environ 40 bâtiments soviétiques sont équipés pour lancer chacun 3 engins balistiques. La portée maximum de ces engins est de 350 à 700 milles marins. Le type le plus récent, toutefois, atteint environ 1.500 milles marins. Quelque 60 sous-marins sont dotés de

deux à huit missiles aérodynamiques dont les portées sont d'environ 450 milles marins. Les catégories de missiles aérodynamiques furent conçues essentiellement pour les attaques contre les bâtiments de surface ennemis mais peuvent être utilisées stratégiquement contre des objectifs côtiers. Quarante à quarante-cinq sous-marins dotés de missiles sont à propulsion nucléaire; quinze de ceux-ci ont des engins balistiques... ».

« ... Plus de 30 sous-marins dotés d'engins balistiques et environ 35 sous-marins dotés de missiles aérodynamiques sont affectés à la flotte soviétique septentrionale. Les autres sont dans le Pacifique. Ainsi, les Soviétiques réduisent le risque de voir ces bâtiments bloqués dans la Baltique ou la Mer Noire en cas de guerre et compliquent en outre les efforts des Etats-Unis pour suivre leurs déplacements.

« ... Actuellement, tous les sous-marins soviétiques réunis peuvent lancer environ 200 engins balistiques. Ce total n'est peut-être pas très impressionnant par rapport à la force américaine de POLARIS qui comprend 41 sous-marins dont chacun est armé de 16 engins à longue portée. Mais le tableau est en voie de modification. Les Soviétiques ont commencé récemment à sortir un sous-marin doté d'engins balistiques et à propulsion nucléaire, comparable en puissance de feu au premier sous-marin POLARIS. Les Soviétiques disposent peut-être actuellement d'environ 7 de ces sous-marins, chacun équipé de 16 engins SERB ayant une portée approximative de 1.500 milles marins. Les types plus récents auront peut-être une portée de 2.000 milles marins ou plus et comporteront une charge de 1.500 livres. Une allusion a été faite à cette réalisation en mars 1968 par l'Amiral Sergei Gorshkof, Commandant en Chef de la Marine Soviétique, qui a déclaré que des sous-marins dotés d'engins balistiques peuvent... attaquer des objectifs stratégiques de l'ennemi à des milliers de kilomètres de distance en restant immergés ». Les experts américains pensent qu'au cours des premières années 1970, et pas plus tard que 1975, certains engins balistiques soviétiques basés sur sous-marins pourront emporter des véhicules de rentrée à têtes multiples indépendantes (MIRV).

« ... Les nouveaux sous-marins d'attaque soviétiques disposent actuellement de moyens que les estimations officielles américaines antérieures ne pensaient voir apparaître que dans sept ans. Ils sont sans doute plus rapides, plus silencieux, mieux manoeuvrables

et peuvent opérer à de plus grandes profondeurs que les types précédents... ».

« ... Des missiles aérodynamiques de type plus moderne peuvent également être ajoutés aux dotations des sous-marins nucléaires de catégorie « E ». Les estimations totales des missiles aérodynamiques des sous-marins soviétiques se situent entre 180 et 300. Pour atteindre un objectif situé à une portée de 300 à 450 milles marins, les Soviétiques emploient une technique complexe de relais impliquant le contact visuel entre le sous-marin et un avion spécialement équipé. Ceci constitue naturellement une grave faiblesse que les Soviétiques doivent s'efforcer, sans aucun doute, d'éliminer... ».

« ... Selon un récent rapport présenté au Sénat des Etats-Unis par la Commission des Services armés... il semble très évident que, dans le cadre d'une politique nationale, les Russes aient accordé au type, à la construction et au fonctionnement de leurs sous-marins une priorité destinée à leur assurer la première place... Toute leur flotte sous-marine se compose de bâtiments qui ont été conçus et construits après la seconde guerre mondiale ».

Selon le Ministre de la Défense, M. Laird, « les Soviétiques sont à même de construire à un rythme de 1 par mois des sous-marins nucléaires qui peuvent attaquer nos bases de missiles et de bombardiers... ».

« ... La production générale actuelle de sous-marins soviétiques se situe entre 10 et 15 bâtiments par an. Vers le milieu des années 1970, le total des forces sous-marines nucléaires soviétiques atteindra sans doute plus de 100 bâtiments ».

« ... Selon d'autres sources, la Marine soviétique maintient au moins de 1 à 3 sous-marins dotés d'engins balistiques en station à des distances de 800 à 1.000 milles nautiques des côtes américaines, chacun d'eux pendant des périodes de six à huit semaines. Le nombre de ces bâtiments en station augmentera sans doute de façon sensible lorsque les nouveaux bâtiments à 16 tubes lance-engins rejoindront la Flotte. Ce nombre pourrait être encore accru par des ravitaillements sur place et des réapprovisionnements assurés grâce à des bâtiments de soutien de missiles, spécialement conçus à cet effet, incorporés actuellement dans la flotte soviétique... Les délais d'alerte actuels dont les Etats-Unis disposeraient, en cas d'attaque par sous-marins dotés d'engins balistiques, sont très courts — à peine 10 minutes, peut-être moins... ».

(A suivre dans notre prochain numéro)

Selon Kossyghine

LA "SOUVERAINETE LIMITEE" SERAIT... UNE CALOMNIE DE L'OCCIDENT

Union Soviétique et Roumanie se sont enfin mises d'accord pour le renouvellement de ce pacte bi-latéral d'amitié, de coopération et d'assistance réciproque dont le retard, de deux ans désormais, constituait l'une des manifestations les plus apparentes des divergences bien connues entre ces deux Pays.

La signature du nouveau traité a eu lieu à Bucarest le 7 juillet et tout le monde sait que, dans de tels cas, il s'agit de la simple consécration formelle d'accords déjà conclus précédemment. La délégation soviétique, du reste, n'était arrivée dans la capitale roumaine que la veille. Les circonstances, néanmoins incitent à penser que le texte du traité ait été en discussion jusqu'au dernier moment et, au moins en partie, mis définitivement au point peu avant la cérémonie de la signature; ou bien qu'en tout cas, quelque chose soit intervenu qui a troublé la situation de détente relative créée par l'annonce du 13 juin, sinon au lendemain du voyage de Ceausescu à Moscou des 18-19 mai.

A la tête de la délégation soviétique aurait dû se trouver M. Brejnev en personne. Son arrivée annoncée à l'avance officiellement à Bucarest, pour la première fois depuis bien longtemps, semblait destinée à sanctionner une amélioration sensible des relations soviéto-roumaines. Au contraire, le secrétaire général du PCUS a renoncé au voyage et l'explication officielle — un rhume imprévu — aurait paru plus convaincante si le jour suivant, M. Brejnev n'avait pas été vu à Moscou, parmi les spectateurs d'un match de football.

Quoi qu'il en soit, cette défection n'a pas dû plaire aux dirigeants roumains du moment que Ceausescu — fort de sa qualité de chef d'Etat, outre que de celle de chef du parti, s'est limité à accorder à M. Kossyghine une simple audience, laissant au premier ministre, M. Maurer, la charge de tous les devoirs d'hospitalité et s'abstenant même d'assister à l'habituelle cérémonie amicale qui suit la signature d'un traité entre deux pays.

Mais il y a plus. S'il était prévu dès l'abord que chacune des deux parties se serait hâtée de donner sa propre interprétation des accords écrits, ou, tout au moins, de les soumettre à diverses accentuations, on a été fort surpris — malgré tout — que ceci soit arrivé conjointement, en premier lieu, à un retard dans la publication du document, puis à une diffusion de quelques extraits clairement choisis non au hasard par la Tass, prenant ainsi de surprise les Roumains, et enfin à la publication intégrale du côté roumain. D'autre part, bien que l'atmosphère ait été dans l'ensemble beaucoup moins tendue que celle qui avait régné lors de la visite de M. Ceausescu à Moscou, en mai, le ton et les expressions usés, surtout par M. Kossyghine, pour commenter le traité, ont laissé entrevoir, sans possibilité d'équivoque, que les questions en suspens entre l'Union Soviétique et la Roumanie, sont bien loin d'avoir été résolues, même si l'effort accompli pour les circonscrire ne doit pas avoir été minime des deux côtés.

Abstraction faite des difficultés éventuellement surgies au moment de la rédaction définitive du texte du nouveau traité, il est légitime d'avancer une hypothèse: à savoir que ce qui a lourdement pesé, en déterminant la défection de M. Brejnev et tout le reste, ce fut l'absence de clarification d'une question qui n'est pas en relation directe avec le traité, mais lui est contextuelle, et présente de toute manière une grosse importance. Il s'agit de la position roumaine vis-à-vis de la conférence de Varsovie des 12-14 mai derniers. Bucarest s'était tenue à l'écart, en admettant toutefois — surtout après les conversations au sommet avec Moscou — que son attitude n'était pas une exclusion absolue, mais qu'elle était au contraire susceptible de révision dans certains délais. A cet égard, d'autres dirigeants d'Europe orientale avaient manifesté un vif optimisme, tandis qu'il est facile de présumer que les Soviétiques n'aient pas manqué de faire pression en vue d'une révision rapide, en en faisant même une demie condition à d'autres effets. Quels qu'aient été les espoirs

et les attentes, il est de fait que la banque s'est effectivement constituée le 10 juillet à Moscou, moyennant un accord qui a toujours vu les Roumains à l'écart; et ceci tandis qu'à Bucarest M. Kossyghine renouvelait à ses interlocuteurs l'invitation, ou plutôt le conseil de ne pas désertier la collaboration économique multiforme de groupe, dans la crainte de menaces à son avis inexistantes, contre la souveraineté des divers participants. Une intervention du Premier soviétique à propos de la théorie de M. Brejnev — universellement connue sous le nom de « souveraineté limitée » n'a pas été exempte d'humour (bien que M. Kossyghine ait parlé sérieusement). M. Kossyghine a dit textuellement :

« ...Nous sommes profondément convaincus que le nouvel accord soviéto-roumain sera applaudi non seulement en Union Soviétique, mais aussi en Roumanie. Il aura également un

écho positif dans les autres pays socialistes frères. Tous ceux qui ont à coeur la grande cause de la cohésion de la communauté socialiste, la cause de l'union de toutes les forces anti-impérialistes, l'accueilleront avec approbation. Chez nos adversaires, il provoquera naturellement une réaction toute différente. On peut dire, sans crainte de se tromper, qu'ils inventeront toute espèce de calomnies et de faussetés sur notre traité. Nous connaissons assez la propagande anti-communiste et ses tristes affirmations sur les prétendus rapports d'« ingérence », « de soumission », de « limitation de la souveraineté » etc... qui caractérisent, selon eux, les relations entre les pays socialistes ». Il n'y a pas besoin de gaspiller des mots pour démentir une telle calomnie »...

Non vraiment, il n'en est nul besoin...

LA FONDATION KONRAD ADENAUER



L'un des objectifs de la Fondation Konrad-Adenauer est de venir en aide aux étudiants doués et trop pauvres pour financer leur formation universitaire. Pour la première fois cette année, des places ont été prévues

dans les universités allemandes pour des boursiers étrangers. Les dirigeants de la fondation ont en outre décidé de faire passer de 230 à 300 le nombre total des étudiants bénéficiant de ces subventions.

La fondation porte le nom de l'ancien chancelier Konrad Adenauer, qui avait déjà ouvert en 1957 à Eichholz, près de Bonn, l'Académie politique. La fondation compte en réalité quatre secteurs d'activité: l'Académie politique Eichholz, la promotion des études, l'Institut pour la solidarité internationale et l'Institut scientifique situé à Burg Alfter, également dans les environs de Bonn. Parmi les objectifs de l'Institut pour la solidarité internationale, fondé en 1962, citons la réalisation des projets d'assistance économique, culturelle, sociale et à l'enseignement en faveur des pays en voie de développement. Elle intervient pour de très nombreux projets dans les pays d'Amérique latine, mais aussi en Afrique et en Asie du sud-est.

Eichholz déploie pour son compte une activité très diverse. On y organise des cours, des séminaires, des sessions d'étude et des colloques pour spécialistes. Elèves, étudiants et jeunes employés, ouvriers et jeunes entrepreneurs y discutent des questions politiques concernant leurs problèmes respectifs.

Un slogan qui ne doit pas s'appliquer à la langue

L'Unité dans la pluralité

Plus d'une fois, dans le milieu européiste des « Heures européennes » — douze conférences tenues par d'illustres conférenciers à la Fondation Européenne Dragan, Rome, de février 1969 au mois de mai dernier sur les points d'histoire les plus marquants de l'Europe unitaire — on a répété comme une sorte de slogan « Unité dans la diversité », ou bien « Unité dans la pluralité » etc. De telles affirmations prononcées au nom de l'Histoire, paraissent à l'auteur de ces lignes propres à paralyser l'effort des Européistes vers l'Europe unie; ne cachent-elles même pas une tentative de la part de certains qui voudraient une Europe désintégrée pour y imposer leur hégémonie? L'atmosphère des « Heures » a été décidément européiste; mais des slogans de ce genre ayant été appliqués jusqu'à la langue (et si ce n'est l'intégration des langues que l'on cherche: alors que veut-on?) qu'il soit permis à un Européiste convaincu de faire quelques réflexions pour mesurer la valeur du slogan en question.

L'Europe des Régions

Avant tout, il faut affirmer que l'Europe doit être bâtie sur la base des régions. Ce que sont les Laenders en Allemagne, ou les States aux Etats-Unis, les régions devront l'être dans l'Europe de demain. Les gouvernements nationaux des Français, des Italiens, des Espagnols, etc. devront céder une partie de leurs pouvoirs au gouvernement fédéral européen (analogue en quelque manière à ceux de Bonn ou de Washington) et l'autre partie aux « régions ». La nécessité de supprimer les gouvernements nationaux est évidente: ce sont des vestiges du temps des monarchies qui ont créé les divisions de l'Europe. Ils représentent aujourd'hui surtout des « langues », soit des races, des psychologies qui n'ont finalement d'autre raison d'être que de « se sentir soi-même ». Leur survivance signifierait disposition prochaine et permanente à faire renaître à la première étincelle les rancunes du temps des monarchies: la France contre l'Espagne; l'Angleterre contre la France; l'Allemagne contre l'Angleterre, etc. Il faut briser une fois pour toutes la chaîne des jalousies qui ont

ravagé l'Europe. C'est pourquoi il faut supprimer les gouvernements dits « nationaux ». Les « régions » mises à leur place suffiraient à satisfaire l'aspiration naturelle et légitime à "se sentir soi-même", sans présenter toutefois de danger pour la communauté européenne. Car le Tyrol ne fera jamais la guerre à l'Andalousie, ni l'Auvergne aux Abruzzes. Une sorte d'« Unité dans la pluralité » (ou mieux, de pluralité dans l'unité) faisant renaître dans certaines limites les régionalismes culturels du passé, est nécessaire pour le bien-être de tous.

Une seule langue pour l'Europe

Mais qu'on n'applique pas le régionalisme à la langue. La langue — comme l'armée, la diplomatie, la cour constitutionnelle, etc. — doit être unitaire si l'on ne veut pas faire sauter du dedans l'Europe toute entière et faire des Européens les victimes de leurs propres chaînes.

La Méditerranée est parcourue par soixante navires de guerres russes. Leurs mouvements suivis de près par les observateurs de l'OTAN. Un Commandement a été créé par celui-ci avec le but précis d'être informé à tout instant sur le déplacement de chaque unité de la marine russe. En un quart d'heure toute l'Europe pourrait se trouver sous le feu de bombes atomiques, avec des dizaines de millions de morts. En cette année, 1970, tout cela n'est pas un songe, ni un cauchemar, mais la réalité vraie.

Ce sont des choses dont on ne parle pas et dont on écrit encore moins. Mais il faut se le dire et aussi les écrire. D'autant plus que notre psychologie s'est déjà faite de quelque manière à l'ère nouvelle, l'ère atomique, dans laquelle nous vivons depuis vingt-cinq ans. Nous avons aujourd'hui des nerfs qui tiennent, même s'il y a soixante navires russes armés dans la Méditerranée. Nous savons que les Russes eux aussi tiennent à la vie, quand il s'agit de la leur, et nous supposons qu'ils ne feront pas la bêtise de commencer les premiers.

Mais il y a les Chinois de Mao et ceux-ci, tant qu'ils seront sous une dictature comme présentement, feront bon gré mal gré tout ce que leurs chefs leur diront de faire. Et

leurs chefs, qui disposent aujourd'hui d'une fusée intercontinentale, que feront-ils quand ils en auront cinq mille? Enivrés du pouvoir de « produire des effets » dans le monde physique et nécessairement poussés à l'action comme ils le sont dans leur mentalité tou-à-fait matérialiste et païenne — beaucoup plus que la russe — résisteront-ils à l'idée de faire un coup de tête, coûte que coûte? L'auteur de ces lignes ayant vécu six ans dans la Chine de Mao — bien différente de la Chine Libre de Formose — ne craint pas d'affirmer: il est très possible (que le lecteur fasse attention au poids de chaque mot, car « possible » ne veut pas dire « probable ») et beaucoup plus possible qu'il ne l'est pour les Russes, que les Chinois de Mao fassent un jour un coup de tête, coûte que coûte. Les conséquences on peut se les imaginer: une guerre avec des centaines de millions de morts, qui peut le dire? La Terre d'ici trente ans comptera six milliards d'hommes. Ce ne serait pas étonnant qu'on compte un milliard de morts.

Les morts ne font pas de question: mais les « déplacés »? Combien de dizaines de millions de « déplacés » pourra-t-on compter en très peu de temps? de quelles provenances? vers quelles destinations? Que faire pour les aider?

Et le pêle-mêle, la désorganisation et le chaos: combien de millions de victimes leur seront dûs?

Se préparer à survivre

Devant des possibilités de ce genre, on éprouve le besoin de se frotter les yeux quand on voit tout ce qui s'écrit sur la « langue catalane » ou la « langue galicienne » (On annonçait le 9 février que « la Bible sera traduite en galicien ») Mais dans quel monde vivent ces auteurs? Tandis que les autres s'efforcent de laisser à leurs enfants des choses qui puissent leur servir, eux au contraire, ils veulent les instruire dans une langue qui ne leur servira à rien dès qu'ils quitteront leur petit pays! N'est-ce pas une sorte de suicide racial?

On doit faire descendre jusqu'à la masse des peuple la mentalité de l'ère moderne — ère atomique, ère spatiale — encore trop limitée peut-être aux états-majors et aux sommets des gouvernements. Cette mentalité exige un détachement plus grand qu'auparavant de ce qu'on pourrait appeler le scénario de la nation ou de la race (les monuments, les villes, les choses héritées du passé). Elle exige qu'on vive plus qu'aupa-

ravant dans le présent et le futur prochain. Qu'on ne prétende pas de bâtir pour des siècles à venir. Qu'on se contente de choses légères faciles à « refaire » sitôt qu'elles seront « défaites ». Qu'on soit prêt à voir disparaître tout autour de soi, dans une espèce de palingénèse nouvelle, et à disparaître avec ce tout. Mais elle exige aussi qu'on prévoie les moyens de diminuer les dommages et d'accélérer la reconstruction: en un mot, qu'on se prépare à survivre et non seulement à disparaître.

La préparation des masses populaires

Pour faire front aux catastrophes possibles de l'avenir prochain (car l'avenir éloigné est trop loin de nous pour que nous puissions y opposer des remèdes) la préparation psychologique des masses populaires est nécessaire. A ce propos il faut rappeler la loi psychologique: la crainte d'être détruit diminue en proportion de l'agrandissement de la masse (ethnique, religieuse, politique) dans laquelle on se sent encadré. Un constitutif essentiel de cette masse est la langue. C'est pourquoi la « crainte de l'avenir » diminue d'autant plus qu'on augmente le rayon d'action de la langue nationale, familiale, qu'on parle ordinairement.

L'intégration euro-atlantique (c. à d. dans la famille des langues néolatines et germaniques) si on l'étudie de près nous apparaît possible, facile, mille fois plus facile qu'elle ne le paraît à première vue. (C'est pourquoi on se limite pour le moment aux langues néolatines et germaniques: pour ne pas aboutir à rien en cherchant à trop obtenir). Qu'on l'étudie. Qu'on prenne en considération le plan très raisonné de l'intégration linguistique euro-atlantique. Qu'on prenne soin de sauver, avec une mentalité moderne, le plus possible de ce que les armes modernes pourront un jour malheureusement détruire.

Un bienfait de la crainte

La nécessité, la crainte, dans le domaine des langues peuvent avoir leur fonction stimulante vers un ordre nouveau qui sera bienfaisant pour tous. Une seule langue pour l'Occident ouvrira tous nos trésors aux peuples d'Asie et d'Afrique qui avec la connaissance d'une seule langue pourront connaître l'Espagne et la Suède, l'Autriche et le Canada. Elle fera de l'Occident le lieu de rencontre des peuples du monde entier, qui trouveront plus pratique d'étudier la langue

Bilan de 100 milliards pour l'Allemagne occidentale

Les récentes dispositions fiscales que le gouvernement de Bonn a prises pour combattre l'inflation ont été immédiatement suivies de deux décisions qui les rendent en définitive moins sévères. Le 9 juillet le Conseil des Ministres a approuvé le budget préventif de 1971 et les prévisions pour les périodes suivantes, caractérisées, après les restrictions de crédit et fiscales de ces derniers temps, par une politique financière moins rigide, tandis que le 16 le taux officiel d'escompte a été réduit de 7,50% à 7%.

En présentant pour la première fois dans l'histoire allemande, un budget de 100 milliards de marks (exactement 100.144 millions) chiffre de presque 11 milliards et de 12,1% supérieur aux dernières évaluations pour 1970 (89.346 millions), le ministre des Finances a en effet démontré qu'il ne croyait pas à l'opportunité d'une compression générale des dépenses publiques, ni au renvoi d'une action plus incisive dans le secteur social: l'accroissement des dépenses fédérales sera supérieur, en pourcentage, à celui du produit national brut et les pourcentages les plus élevés d'augmentation seront justement enregistrés dans quelques secteurs particulièrement significatifs.

Par exemple, les dépenses prévues pour l'instruction et la science augmenteront de 2,8 à 4 milliards, c'est-à-dire de 43%; celles du secteur urbanistique et de la construction résidentielle de 1,9 à 2,6 milliards, soit de 35,5%; celles destinées à la jeunesse, la famille et la santé publique de 3,5 à 4,2 milliards (+ 20%), et celles des transports de

10,2 à 11,5 milliards (+ 14%): telles sont justement les directives que le gouvernement de coalition entend suivre pour accomplir l'effort maximum par rapport au précédent. Toujours assez importantes, bien qu'avec un pourcentage d'augmentation inférieur à la moyenne, resteront naturellement les sommes destinées à la défense (qui passeront de 19,9 à 21,9 milliards de marks, avec un progrès de 10,5%, et les sommes du secteur travail-prévoyance sociale (de 18,8 à 19,7 milliards avec un progrès de 4,9%).

Les encaisses pour couvrir les 100 milliards de dépenses proviendront presque en totalité (92,7 milliards) de sources fiscales, 4,5 milliards seront fournis par le fonds du domaine et les 2,9 milliards restants proviendront de crédits variés: à ces besoins de crédit viendront s'ajouter 3,7 milliards, pour un total, par conséquent, de 6,6 milliards de marks.

Pour les trois années suivantes, les dépenses du budget devraient se monter à 108,6 milliards de marks en 1972, avec une augmentation de 8,5% par rapport à l'exercice précédent, à 117,6 milliards en 1973 (+ 8,25%) et à 127 milliards (+ 8%) en 1974. Comme on le voit, le taux annuel d'accroissement sera de beaucoup inférieur à celui de l'année prochaine et même ira en diminuant: le pourcentage moyen d'augmentation pour les 5 années 1970-74 sera de 9,3%. Les dépenses pour les prochains exercices fiscaux sont en tout cas prévues comme supérieures aux sommes prévues l'an dernier pour le plan financier 1969-73, d'un minimum de 2,2 milliards pour 1971, à un maximum de 6,2 milliards pour 1973, et les nécessités financières augmenteront elles aussi.

(suite de la p. 17)

euratlantique que n'importe quelle autre langue. Elle offrira à certains groupements de langues (tel que celui de l'Union Indienne) une méthode d'intégration mutuelle valable pour eux comme pour nous. Elle ouvrira à la charité chrétienne, cherchant tous les chemins pour aller au coeur de tous, des voies de communication qui porteront avec une facilité inouïe l'Évangile du salut dans le monde entier.

Emanuele Argentieri

**EUROPEENS !
REPANDEZ NOTRE
BULLETIN**

*Envoyez-nous des
abonnements*

Nouvelles d'Europe

RENCONTRE BELGIQUE-YOUGOSLAVIE

Le ministre des affaires étrangères belge, M. Pierre Harmel, vient d'achever une visite officielle en Yougoslavie, au cours de laquelle il a eu de nombreuses rencontres avec son confrère yougoslave M. Tepavac, et a été reçu par le Maréchal Tito. Les problèmes européens ont été au centre des conversations politiques, soit en ce qui regarde l'intensification des rapports entre Belgrade et la CEE, soit à propos de la conférence sur la sécurité européenne. En ce qui regarde cette dernière, M. Harmel a exprimé entre autre l'espoir qu'avant la fin de l'année les ambassadeurs des pays européens se réuniront pour préciser les objectifs de la conférence.

« Il s'agit de déterminer — a déclaré le ministre belge — s'il existe une volonté sérieuse politique de traduire dans la réalité les nombreuses propositions existantes; s'il en était autrement, la conférence éventuelle sur la sécurité européenne ne serait qu'un objectif erroné et provoquerait plus de mal que de bien ».

REFORME DE L'ECOLE EN ESPAGNE

Après trois mois de débats, la Commission pour l'enseignement des Cortes, a approuvé le 7 juillet, la « loi générale sur l'instruction » qui introduit des réformes radicales dans tous les degrés de l'enseignement, de l'asile maternel à l'université. L'une des plus importantes est l'introduction de l'enseignement obligatoire et gratuit pour tous les enfants de 6 à 14 ans, y compris les étrangers. Les élèves qui ne pourront poursuivre leurs études au delà de 14 ans, recevront, toujours obligatoirement et gratuitement, une formation professionnelle adéquate. En outre sera abolie la distinction entre orientation littéraire, scientifique

et technique. L'Université sera réformée elle aussi. La majeure partie des étudiants s'est déclarée contraire à la nouvelle loi à l'élaboration de laquelle ils n'ont pas participé. On prévoit que douze ans seront nécessaires pour son application complète. Un premier, sérieux problème est constitué par la carence de salles scolaires. Selon les sources officielles, 12% des enfants espagnols ne fréquentent pas l'école et il manque 300.000 places dans les écoles.

MALFATTI ET LE RENFORCEMENT DE LA CEE

La CEE est arrivée à un tournant de son histoire et doit se transformer en une véritable union économique et monétaire, prélude à la réalisation complète d'une Europe politique unie. C'est ce qu'a affirmé le 8 juillet, M. Franco Maria Malfatti, le nouveau président de la Commission exécutive de la Communauté, dans sa première déclaration officielle devant le Parlement Européen, réuni en session extraordinaire à Luxembourg. M. Malfatti a en outre assuré qu'il restera fidèle aux engagements pris par son prédécesseur M. Jean Rey. En particulier, dans le délai de deux ans il soumettra au Conseil des Ministres des Six, un projet de renforcement des pouvoirs du Parlement Européen en matière financière et dans un délai de quatre ans un projet de révision du Traité de Rome, relativement à la procédure législative de la Communauté.



LA SUISSE SE TOURNE VERS L'EUROPE

Récemment, M. Pierre Graber, chef du Département politique des Chambres fédérales suisses a nettement démontré que la Suisse commence à considérer avec un intérêt plus vif que par le passé, les questions européennes. Répondant aux interpellations du conseiller national Walter Renschler et du conseiller aux Etats Hefti, relativement à la conférence de sécurité européenne, il a adopté une attitude très nuancée, réaliste et en même temps positive. S'il ne se fait pas de grandes illusions sur les chances de réussite de cette conférence tant souhaitée par les blocs de l'Est, il n'en reconnaît pas moins que cette initiative peut renforcer la détente entre les deux blocs militaires en Europe et que la Suisse a tout intérêt à favoriser la préparation de la dite conférence.

A ce propos il n'a pas voulu s'engager aussi nettement que M. Renschler qui souhaite une participation plus active et coordonnée des pays neutres aux préparatifs, mais il n'a pas manqué de souligner la « disponibilité » de la Suisse. M. Graber a déclaré notamment :

« Le Conseil Fédéral adopte une attitude positive à l'égard de la conférence européenne. Après avoir formulé les réserves que la neutralité lui impose, il s'est déclaré prêt à y participer, à condition qu'elle inclue tous les Etats qui contribuent à la sécurité européenne, et qu'elle soit bien préparée (...) Si cette conférence a lieu, la Suisse a l'intention d'y faire entendre sa voix (...) elle peut et doit souligner la primauté du droit qui est non seulement la garantie de tous les petits et moyens Etats, mais qui est le fondement des relations internationales saines et sans laquelle la sécurité des puissances européennes serait illusoire ».

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie . . .	Lires 2.000	Etranger .	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA